

social. Compte tenu des déclarations alarmantes et de la vive crainte que la pilule inspire à un grand nombre de femmes, et étant donné aussi que la Division d'obstétrique et de gynécologie de la Direction des aliments et drogues à Washington a recommandé qu'un avertissement figure sur chaque boîte de pilules, indiquant les précautions à prendre et les signes de danger, le ministère songe-t-il à proposer quelque chose de semblable?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, comme le sait peut-être le député, toute cette question est à l'étude. Un comité spécial d'experts-conseils a été institué au début de mars. Ceux-ci se sont réunis afin de pouvoir me donner leur avis à ce sujet et j'attends leur rapport pour le début de mai. J'aborderai ce sujet des avertissements à faire paraître dans les journaux médicaux, ainsi que l'opportunité de les apposer ou non sur les emballages, et je veillerai à ce que ceux qui seront proposés soient satisfaisants. Je ne peux donner au député une réponse plus définitive tant que je n'aurai pas en main le rapport de ce comité.

LES STOCKS DE VACCIN CONTRE LA RUBÉOLE

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, pendant que j'ai la parole, comme hier le député de Simcoe-Nord a posé une question sur le vaccin contre la rubéole, je voudrais l'informer que la Direction des aliments et drogues a reçu des demandes de trois fabricants désireux de mettre un vaccin contre la rubéole sur le marché canadien. La Direction a examiné toutes les recherches faites à ce sujet et elle espère être en mesure d'accorder une licence de fabrication à l'un des fabricants au cours des quinze prochains jours.

L'INDUSTRIE

LES PNEUS—LES CONCESSIONS ACCORDÉES À MICHELIN—LES ENTRETIENS AVEC LES FABRICANTS CONCURRENTS

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce à propos de celle que je lui ai posée le 20 mars et dans laquelle je lui demandais s'il allait réunir les représentants de l'industrie des pneumatiques afin de déterminer s'il serait possible d'élaborer une politique relative aux concessions spéciales faites à la société Michelin? Le ministre m'avait répondu qu'il le ferait. A-t-il organisé cette réunion et, dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): C'est en voie d'exécution, monsieur l'Orateur. Mon ministère a déjà rencontré les présidents de deux sociétés de pneumatiques et les consultations se poursuivent.

LA MAIN-D'ŒUVRE

LES MISES À PIED CHEZ DUNLOP—LES TÉLÉGRAMMES ADRESSÉS AUX MINISTRES DE L'ONTARIO PAR LE MINISTRE FÉDÉRAL

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Avant le congé de Pâques, je lui ai posé une question au sujet des télégrammes qu'il avait adressés au ministre du Travail et au ministre de l'Industrie de l'Ontario à propos des mises à pied à la Dunlop Tire. A-t-il reçu des réponses à ces télégrammes et, si oui, pourrait-il nous en communiquer la teneur?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu de réponse à mon télégramme.

LA POLLUTION

LES EAUX DE L'ARCTIQUE—LA RÉGLEMENTATION ET LES SOUS-MARINS NUCLÉAIRES

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre suppléant des Affaires indiennes et du Nord canadien. Maintenant que le gouvernement a réclamé la souveraineté sur les eaux de l'Arctique, le ministre peut-il dire si les navires qui sillonnent souvent ces eaux, tels que les sous-marins nucléaires, devront respecter les mesures anti-pollution et déposer la caution prévue à cette fin?

M. Russell C. Honey (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je soumettrai la question au ministre. Aujourd'hui n'est pas son jour de présence à la Chambre. Je pense que le député a lu le projet de loi.

M. Baldwin: C'est pour cela que j'ai posé la question.

L'INDUSTRIE

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR L'AUTO-MOBILE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉCLARATION RELATIVE AUX NÉGOCIATIONS

[Français]

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Industrie et du Com-